



31830 Collectif de gauche, alternatif et citoyen

<http://collectif-citoyen-plaisance.elunet.fr/>

Plaisance le 26 mars 2012

Objet : financement
des collectivités territoriales

Monsieur le Maire
de Plaisance du Touch

Monsieur le Maire,

Ces dernières années, les banques **ont incité un grand nombre de collectivités**, d'établissements publics, d'organismes de logement social et d'associations à financer leurs investissements au moyen de prêts structurés construits sur des montages spéculatifs complexes dont le **risque était supporté par les seuls emprunteurs** ;

En plus des surcoûts occasionnés par ces prêts structurés à risque qui impactent brutalement leurs souscripteurs, **les acteurs publics se trouvent confrontés à la raréfaction du crédit**, étant donné que Dexia, premier prêteur de l'économie locale en France, est dans l'incapacité de consentir le moindre financement du fait de son démantèlement en cours.

La plupart des autres banques, qui suivaient Dexia **dans ses pratiques irresponsables**, viennent de décider de se retirer brutalement du marché des acteurs publics en avançant l'argument que les normes prudentielles de Bâle III font peser davantage de contraintes.

Pour les collectivités locales **qui assurent plus de 70 % de l'investissement public**, un crédit plus rare et plus cher ne ferait qu'amplifier le mouvement de récession qui touche notre pays tout **en privant la population des services qu'elle est en droit d'attendre**.

Lors de la séance du conseil municipal du 29 mars 2012, au nom du « Collectif de gauche, alternatif et citoyen » je vous demande, Monsieur le Maire, de consulter les élu(e)s, sur le texte suivant :

« Réunit en séance publique le 29 mars 2012 le conseil municipal de Plaisance du Touch :

* rappelle que sa politique d'endettement **est mise exclusivement au service de l'amélioration des conditions de vie de tous ses concitoyens** et qu'il ne contractera, si nécessaire, que des prêts classiques à taux fixe ou à taux révisable, avec des marges et des conditions de sortie correctes;

* demande solennellement aux autorités de l'Etat de mettre en demeure les banques de **transformer les prêts « toxiques » en prêts classiques**, sans surcoût, sans soulte, sans allongement de durée et sans clause léonine ou abusive;

* demande à l'Etat de mettre en place **un véritable service public de financement des collectivités locales.** »

Monsieur le Maire, compte-tenu de l'examen du budget par le conseil, je vous demande qu'à titre exceptionnel cette délibération précède le débat et le vote du budget.

Veuillez croire, Monsieur le Maire, à mon dévouement pour notre commune et pour ses habitant(e)s.

Raphaël RÉQUÉNA

Conseiller municipal
31830 Collectif de gauche,
alternatif et citoyen